



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Bobigny, le 21/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOLLORE LOGISTICS

Tour Bolloré
31-32 quai de Dion Bouton
92800 Puteaux

Références : /
Code AIOT : 0006516552

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2025 dans l'établissement BOLLORE LOGISTICS implanté ZONE CARGO 3 4-6 rue des Deux Cèdres 95706 Roissy-en-France. L'inspection a été annoncée le 21/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été initiée à la suite d'un incident survenu le 13 janvier 2025 sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOLLORE LOGISTICS
- ZONE CARGO 3 4-6 rue des Deux Cèdres 95706 Roissy-en-France
- Code AIOT : 0006516552
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Bolloré Logistics a été rachetée par la société CEVA en juillet 2024 pour permettre d'étendre ses services. Aujourd'hui, CEVA Logistics offre un large service tels que les transports aérien, maritime, terrestre et ferroviaire. L'entrepôt dispose de plusieurs zones de stockages dédiées à son activité.

Contexte de l'inspection :

- Incident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 4.2.3	Demande d'action corrective	2 mois
7	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 7.6.8	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réserves de produits	Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 2.2.1	Sans objet
3	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 4.2.4.1	Sans objet
4	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration	Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 4.3.4	Sans objet
5	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 7.1	Sans objet
6	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 7.5.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé d'écarts majeurs suite à la présente visite.

Cependant, l'étanchéité et le bon état des réseaux de collecte des eaux de ruissellement de la plateforme ne font pas l'objet de contrôles périodiques.

D'autre part, il a été constaté un manque en matière de formation pour les intérimaires, notamment en ce qui concerne la manipulation des produits dangereux et inflammables.

L'inspection propose de rappeler ces écarts à l'exploitant dans une lettre préfectorale, en vue d'un retour à la conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réserves de produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réserves de produits
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets.
Constats : L'exploitant indique qu'une société extérieure est chargée de maintenir les lieux et son environnement propre tous les jours. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'installation était maintenue propre à l'intérieur comme à l'extérieur du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 4.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et surveillance
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a été interrogé sur le respect des délais d'entretien des réseaux de collecte. Il a présenté un tableau Excel doté d'un système de rappel permettant d'alerter et de planifier les prochaines interventions. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que la société Ortec a proposé une inspection annuelle des réseaux par caméra afin de vérifier leur étanchéité. Ce contrat est actuellement en cours de négociation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant d'effectuer un contrôle et un entretien périodiques des réseaux. .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés, actionnables en toute circonstance localement et asservis au déclenchement de la détection incendie et au déclenchement de la protection incendie. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'exploitant informe l'inspection que la société SAS Vincent est intervenue le 08/10/2024 pour le contrôle des pompes de relevage des bassins, ainsi que l'ouverture et la fermeture des vannes d'isolement. Cette opération est réalisée tous les six mois. Les comptes rendus de cette intervention présentés lors de l'inspection indiquent que la vanne parking s'ouvre et se ferme correctement Cependant, la commande à distance s'est révélée défectueuse lors du contrôle. Celle-ci a toutefois été réparée en juillet 2024 par le prestataire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 4.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et conduite des installations de traitement
Prescription contrôlée : <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et les résultats portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p> <p>Les vérifications et entretien effectués, les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé, sont portés sur ce registre. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par semestre. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant informe l'inspection que le site est équipé d'un système d'alarme pour le séparateur à hydrocarbures, permettant de prévenir en cas de remplissage aux trois quarts.</p> <p>Il remet également le BSD relatif à la dernière intervention du 15/07/2024, attestant de l'évacuation de 8 tonnes de déchets, provenant des deux débourbeurs/deshuileurs. La société Ortec Industrie a pris ensuite en charge les déchets issus de l'hydrocurage en vue de leur valorisation.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant précise que la société Ortec est responsable de l'entretien des réseaux de collecte des effluents sur l'ensemble du site. À ce titre, il remet à l'inspection l'attestation de passage de l'entreprise, datée du 15 janvier 2025.</p> <p>Il ajoute que cet entretien est effectué tous les six mois. L'inspection a pu confirmer que les interventions ont bien eu lieu à des intervalles de six à sept mois, sur la base des attestations présentées.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre indiquant en tout temps la nature, l'emplacement et la quantité des produits dangereux détenus (en particulier les liquides inflammables), auquel est annexé un plan général des stockages. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services publics d'incendie et de secours

Constats :

L'exploitant tient à jour un registre des produits stockés sous forme de tableau, précisant leur nature ainsi que les risques associés sur le site.

Mercure, l'ancien logiciel, est en cours de migration vers le nouveau logiciel Cargo Wise, ce dernier permettant d'obtenir un état des stocks en temps réel.

Ce nouveau logiciel permet d'identifier plus de 100 produits, en précisant leur nature, leur quantité ainsi que l'emplacement des produits inflammables stockés.

L'exploitant partage également un tableau Excel indiquant le seuil autorisé en kilogrammes et la quantité de produits dangereux présents sur site pour la rubrique 4331 de la nomenclature. En cas de dépassement du seuil, une alerte est automatiquement émise.

Ces données sont accessibles à distance via l'application iCloud.

Lors de la visite, un plan précisant l'emplacement des produits dangereux est affiché à l'entrée des cellules. Ce plan mentionne également les types de risques associés, tels que l'inflammabilité ou la radioactivité.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 7.5.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes en cas de fuite d'un récipient de liquide inflammable
Prescription contrôlée : En cas de fuite d'un récipient mobile ou sur un groupe de récipients mobiles contenant des liquides inflammables, les dispositions suivantes sont mises en oeuvre :- analyse de la situation et évaluation des risques potentiels ; - isolement du récipient ou de la palette dans les meilleurs délais si la fuite ne peut pas être interrompue ; - mise en oeuvre de moyens en vue de prévenir les risques identifiés dans l'étude de dangers ; - application des consignes prévues pour récupérer, neutraliser, traiter ou éliminer le liquide perdu. L'exploitant enregistre et analyse les événements liés à une perte de confinement d'un récipient ou une défaillance d'un des dispositifs de sécurité mentionnés dans le présent arrêté. Ce registre et l'analyse associée sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : En date du 13/01/2025 à 15h46, un incident est survenu sur le site. L'exploitant n'a pas prévenu le service d'inspection de cet incident. L'inspection a été alertée par mail, via une déclaration faite par la BSPP sur le site SYNERGI. Le service inspection a rappelé à l'exploitant par mail en date du 22/01/2025, ces obligations réglementaires mentionnées à l'article R.512-69 du Code de l'Environnement pour tout incident ou accident dans l'installation. L'exploitant a envoyé par mail en date du 24/01/2025, le rapport d'incident/accident suite à un déversement survenu le 13/01/2023 sur l'installation. En effet, un cariste intérimaire, en chargeant la dernière palette de grands récipients de produits inflammables dans un camion à quai, a percé un récipient de 1000 litres avec la fourche de l'engin. Ce dernier a été complètement vidé de son produit. Le déversement du bidon a eu lieu au niveau de la zone de chargement où se trouve un caniveau qui était placé sous le camion. L'exploitant nous indique que les actions suivantes ont été mises en œuvre rapidement : <ul style="list-style-type: none">• le cariste a prévenu son responsable et les pompiers ont été alertés• les vannes ont été fermées• la FDS a été mise à disposition au poste de sécurité pour l'arrivée des pompiers• la gendarmerie a été alertée et a demandé l'évacuation du personnel au point de rassemblement• le POI a été déclenché• les analyses réalisées au point de rejet des eaux pluviales n'ont pas permis de montrer des anomalies et des traces du produit déversé. Les analyses ont été effectuées au niveau de la vanne martellière et dans le caniveau en dessous du camion• l'activité a repris vers 19h30 après accord des pompiers

Le pompage des eaux a été réalisé par la société ORTEC.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est tenu de déclarer, sous les meilleurs délais, tout incident ou accident conformément à l'article R.512-69 du Code de l'Environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2015, article 7.6.8

Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel

Prescription contrôlée :

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident

ou accident et, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en oeuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Les salariés exposés aux rayonnements ionisants bénéficient d'une formation appropriée portant sur les risques

radiologiques encourus et les précautions à prendre pour restreindre leur exposition. Cette formation est effectuée

au minimum tous les trois ans.

L'exploitant doit fixer par consigne :

- la composition des équipes d'intervention et leur rôle,
- la fréquence des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité et des entraînements réguliers au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité.

Les consignes sont tenues à jour, regroupées au même endroit, et accessibles à tous les personnels.

L'ensemble du

personnel est informé du lieu où elles sont accessibles et consultables. Les plans sont mis à jour.

Constats :

L'exploitant s'assure que l'ensemble du personnel reçoive une autorisation de conduite, de connaissances des lieux.

Il indique également qu'une forte présence d'intérimaires sont de passage et qu'il reçoivent une évaluation avant de prendre le poste.

Sur l'écran, l'inspection vérifie l'exactitude de ses informations et confirme bien cet acte.

Toutefois, l'intérimaire ayant manipulé le récipient de produits inflammables n'avait pas reçu de formation pour la manipulation des produits inflammables.

Après chaque formation, l'exploitant explique que des consignes sont remis à chaque personnel qui concerne la conduite à tenir sur l'installation.

Une liste des agents sensibilisés a été remis à l'inspection indiquant les dates, le suivi des CDI et intérimaires par session.

La formation radioactif est obligatoire tous les 3 ans au minimum. Le personnel en CDI dispose d'une habilitation, avec une date de formation et date de révision et une journée pour l'ADR.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant évoque également une forte présence d'intérimaires sur le site.

Tous les intérimaires, comme les autres salariés, doivent avoir obtenu le CACES pour conduire les engins de manutention.

L'exploitant informe l'inspection que tous les nouveaux salariés et intérimaires travaillant dans l'entrepôt passent un entretien ainsi qu'un test relatif aux réflexes à avoir en cas de manipulation de matières dangereuses, bien que ce dernier reste très succinct.

Lors de la consultation des données, l'inspection confirme ces informations, notamment en vérifiant le test réalisé par l'intérimaire impliqué dans l'incident. Toutefois, il apparaît que ce dernier n'avait pas reçu de formation spécifique à la manipulation des produits inflammables.

L'exploitant explique qu'après chaque intégration, des consignes de sécurité sont remises à l'ensemble du personnel concernant la conduite à tenir sur l'installation.

Le personnel en CDI suit une formation de type ADR, ce qui n'est pas le cas des intérimaires.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites : Demande d'action corrective****Proposition de délais : 2 mois**